



# Recensement fédéral des entreprises 1995, 1998, 2001 et 2005, secteurs secondaire et tertiaire

## Description des données GEOSTAT

---

### Table des matières

<b>Brève vue d'ensemble.....</b>	<b>2</b>
<b>Liste des caractères .....</b>	<b>3</b>
<b>Description des données .....</b>	<b>4</b>
<b>1 Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises.....</b>	<b>4</b>
<b>3 Conceptions et définitions des caractères relevés .....</b>	<b>4</b>
3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) .....	4
3.2 Etablissements (unités statistiques du RE) .....	5
3.3 Taille des établissements .....	5
3.4 Branche économique.....	6
3.5 Emplois .....	6
3.6 Taux d'occupation .....	6
<b>4 Géocodage .....</b>	<b>7</b>
4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement.....	7
4.2 Point de référence des coordonnées du bâtiment .....	7
4.3 Cas particuliers.....	7
4.4 Hectares collectifs .....	8
<b>5 Restrictions quant à la remise des données .....</b>	<b>8</b>

Rédaction finale	Hans-Ulrich Zaugg	Version	1.1
En collaboration avec	Christophe Siegenthaler, Rainer Humbel	Date	29 juillet 2008
Nom du fichier	be-f-00.02-24-bzs2+3_NOGA_2002_v11.pdf		

# Brève vue d'ensemble

## Méthode de relevé / de saisie

Le recensement des entreprises (RE) est un relevé exhaustif, effectué au moyen d'un questionnaire sur papier, d'un questionnaire en ligne (eSurvey) ou par profiling. La participation à l'enquête est obligatoire.

Le géocodage des établissements a été réalisé à l'aide du Registre des entreprises et des établissements (REE) et du Registre fédéral des bâtiments et des logements (RegBL).

## Années de relevé

1995, 1998, 2001, 2005.

Les données hectométriques 1995, 1998 et 2001 ont été harmonisées d'après l'édition 2002 de la NOGA, utilisée pour coder le recensement 2005.

## Données géocodées

A chaque recensement, quelque 1000 variables portant sur les établissements et les emplois (à plein temps ou à temps partiel) et les activités économiques selon la NOGA (Nomenclature générale des activités économiques) ont été agrégées à l'échelon de l'hectare ou sauvegardées sous forme de codes de présence.

## Structure des données (géométrie) dans GEOSTAT

Données se référant à des points (trame aux mailles de 100×100m)

GEOSTAT gère les données hectométriques des recensements des entreprises au moyen de banques de données relationnelles, dans lesquelles chaque hectare (maille identique dans chaque recensement) représente un enregistrement. Ces enregistrements sont diffusés sous la forme de fichiers texte (séparateur : point-virgule) comprenant les coordonnées de l'angle sud-ouest de l'hectare.

## Prochain recensement

2008

## Propriétaire des données

Office fédéral de la statistique

## Informations supplémentaires ou actualisées, accès aux données

<http://www.geostat.admin.ch>

## Mention des sources / des données de base

Recensement des entreprises XXXX [année], OFS GEOSTAT

## Liste des caractères

La liste des caractères figure dans des fichiers séparés (Excel et PDF).

# Description des données

## 1 Introduction

Le recensement des entreprises (RE) est réalisé à l'échelle nationale auprès de l'ensemble des établissements et entreprises des secteurs de l'industrie et des services (sans l'agriculture). Son but est de recueillir des données d'ordre économique, social et géographique sur la totalité des unités de production de notre économie. Le RE est utilisé pour mettre à jour le Registre des entreprises et des établissements (REE).

Le géocodage du recensement de la population de 1990 ayant été un succès, il a été décidé de géocoder les données des établissements recensés à partir du RE95/96, pour répondre aux attentes des utilisateurs, qui souhaitent une meilleure souplesse d'exploitation et résolution spatiale des données. Nous disposons désormais sous forme géocodée des résultats des recensements de 1995, 1998, 2001 et 2005.

## 2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises

Le RE porte sur toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Il englobe ainsi toutes les unités statistiques industrielles, artisanales et commerciales, les services, les professions libérales, les administrations publiques, les assurances sociales et les organisations sans but lucratif. Les ménages privés ne sont pas pris en considération, même s'ils ont des employés de maison. Ne sont pas non plus pris en compte les représentations des Etats étrangers en Suisse, les organisations internationales ni les établissements dont l'activité est de moins de 20 heures par semaine.

Les informations collectées dans le cadre du RE concernent les jours de référence suivants :

RE1995 : 29 septembre 1995

RE1998 : 30 septembre 1998

RE2001 : 28 septembre 2001

RE2005 : 30 septembre 2005

## 3 Conceptions et définitions des caractères relevés

### 3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)

L'attribution de l'activité économique pour les données en question se fonde sur la version 2002 de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA), établie par l'Office fédéral de la statistique. La NOGA est établie à partir de la nomenclature des activités économiques de la Communauté européenne, la NACE Rév. 1.1, utilisée depuis 2002. Son utilisation permet de comparer des réalités socioéconomiques sur le plan international.

La NOGA 2002 se subdivise en cinq niveaux hiérarchisés :

Hiérarchie:	Exemple:		Nombre total
<b>Section</b>	<b>D</b>	<b>Industries manufacturières</b>	17
<b>Sous-section</b>	<b>DJ</b>	<b>Métallurgie et travail des métaux</b>	31
Division	28	Travail des métaux	62
Groupe	28.5	Traitement et revêtement des métaux ; mécanique générale n.c.a. (non classé ailleurs)	224
Classe	28.52	Mécanique générale n.c.a.	514
Genre	28.52B	Serrureries	724

Dans la NOGA 2002, les quatre premiers niveaux correspondent à la NACE Rév. 1.1, tandis que le cinquième rend compte des spécificités suisses. La subdivision classique entre les secteurs « agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture », « industrie » et « services » résulte du regroupement des divisions suivantes :

Secteur	Divisions
1 Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture	01-05
2 Industrie	10-45
3 Services	50-93

Les données de base collectées lors des recensements fédéraux des entreprises de 1995, de 1998 et de 2001 dans les secteurs secondaire et tertiaire, codées selon la NOGA 1995, ont été converties et harmonisées afin de correspondre à la NOGA 2002. Elles ont ensuite été retravaillées sur la base des caractères utilisés pour le recensement 2005 auprès des entreprises du secondaire et du tertiaire.

### 3.2 *Etablissements (unités statistiques du RE)*

Un établissement est une unité topographiquement distincte qui produit ou répare des biens ou fournit des services, quelle que soit leur nature, pendant au moins 20 heures par semaine, que cette activité soit rémunérée ou non. En règle générale, les bâtiments (ou parties de bâtiment), les terrains ou toute autre unité locale clairement délimitée ont été considérés comme établissement.

Un établissement est une partie d'une unité institutionnelle, par ex. une entreprise marchande (la plus petite entité juridique exerçant une ou plusieurs activités économiques). Si l'entreprise ne compte qu'un établissement, les deux termes sont identiques.

Les éléments décentralisés d'une unité institutionnelle (par ex. les dépôts, les établissements auxiliaires, les bureaux, les services administratifs situés dans une autre commune) ont chacun été considérés comme un établissement séparé, à condition que l'on y travaille au moins 20 heures par semaine.

En revanche, tous les établissements d'une unité institutionnelle situés dans la même commune, séparés uniquement par une route, une voie ferrée, une rivière, etc. ont été considérés comme une unité locale et, par conséquent, comme un seul établissement.

Les établissements appartenant à différentes unités institutionnelles situés sur le même terrain, par exemple dans un immeuble commercial ou un immeuble de bureaux ou un dépôt commun, ont été saisis séparément.

Les détenteurs d'un point de vente, d'un stand, etc. rattaché à un emplacement précis, que celui-ci soit ou non doté de constructions, ont également dû compléter un questionnaire ; cela a également été le cas des indépendants exerçant une activité itinérante, l'emplacement de l'établissement étant alors leur propre domicile.

Les chantiers n'ont été considérés comme des établissements que lorsqu'ils existaient depuis un certain temps déjà et qu'ils répondaient aux critères suivants (critères analogues à ceux en vigueur dans l'UE) :

- durée prévue des travaux : plus de deux ans ;
- plus de 50 personnes occupées ;
- administration du personnel partiellement autonome.

### 3.3 *Taille des établissements*

La répartition des établissements en fonction de leur taille se fonde sur le critère du « nombre d'équivalents plein temps ». Les classes suivantes ont été choisies afin d'assurer une comparabilité internationale la plus complète possible : **0-9, 10-49, 50-249, 250+.**

### 3.4 Branche économique

Pour pouvoir attribuer un établissement à une position de la Nomenclature générale des activités économiques, il faut au préalable en déterminer l'activité principale.

Cette dernière est l'activité qui demande le plus de personnel (selon la déclaration de l'établissement). Les unités statistiques dans lesquelles ne sont exercées que des activités auxiliaires (services internes tels que comptabilité, transport, entreposage, achats, réparations, maintenance, etc.) ont été dotées du code propre à ces activités auxiliaires.

### 3.5 Emplois

Ont été retenues toutes les personnes employées, le jour de référence, dans un établissement pris en considération dans le recensement et travaillant au moins 6 heures par semaine, que leur activité ait été rémunérée ou non. Les propriétaires et les collaborateurs familiaux travaillant au moins 6 heures par semaine comptaient également au nombre de ces personnes. Cette restriction a permis d'éviter que les personnes occupées à titre accessoire dans une association, une fondation, une coopérative, un syndicat, un parti politique, un service public, etc. ainsi que les concierges et le personnel de nettoyage occupés à titre secondaire soient eux aussi pris en compte, ce qui aurait rendu le recensement pratiquement impossible.

Ont été considérées comme personnes actives occupées les propriétaires, gérants, directeurs, pasteurs, indépendants, employés et salariés (à l'exception des personnes travaillant à domicile), apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (par ex. les monteurs, les chauffeurs, les représentants) ainsi que les volontaires et les collaborateurs familiaux. Les personnes absentes de l'établissement le jour du recensement ont également été prises en compte.

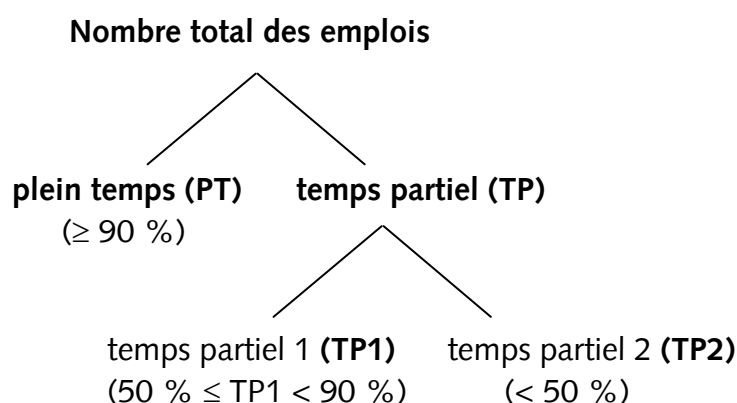
Les pensionnaires de homes, de maisons d'éducation au travail, etc. n'ont pas été considérées comme des personnes actives occupées. Les intérimaires (autrement dit les personnes engagées temporairement par l'intermédiaire d'un bureau de placement) ont été recensés dans l'établissement où ils travaillaient effectivement, et non dans celui qui les a placés.

Les personnes se trouvant à l'étranger au moment du recensement (par ex. les monteurs, matelots, représentants, etc.) n'ont été recensées dans l'entreprise qui les occupait que lorsque leur séjour à l'étranger ne dépassait pas six mois.

### 3.6 Taux d'occupation

Le taux d'occupation se mesure à la durée hebdomadaire du travail effectué par la majorité des personnes occupées à plein temps.

Les catégories suivantes ont été retenues :



## 4 Géocodage

### 4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement

L'emplacement de chaque établissement recensé depuis 1995 a été géocodé. Il s'agit-là de la plus petite unité du RE, identifiée par un numéro REE univoque (*REE = [Registre des entreprises et des établissements](#)*). Pour le géocodage, chaque établissement a été rattaché au bâtiment situé à l'adresse correspondante dans le *[Registre fédéral des bâtiments et des logements](#)* (RegBL), mis en place lors du recensement de la population 2000. Il est donc possible de relier l'établissement aux coordonnées du bâtiment telles qu'elles figurent dans le RegBL.

Un bâtiment est une construction durable, solidement ancrée dans le sol, et qui est utilisée pour l'habitat, le travail, la formation, la culture ou le sport.

Dans les cas de maisons contiguës jumelles, en rangée ou en groupe, chaque bâtiment disposant d'une propre entrée et séparé des autres par un mur mitoyen allant au moins du rez-de-chaussée jusqu'au toit est considéré comme indépendant.

Les maisons contiguës sont classées selon le critère du « mur mitoyen », d'après les normes et les recommandations internationales pertinentes (EUROSTAT7, ONU, etc.).

Ce critère permet ainsi de différencier les bâtiments de manière uniforme, d'après un unique critère de construction. A noter toutefois que le parc immobilier déterminé selon le critère du mur mitoyen, s'il correspond dans une large mesure à celui délimité par les parcelles (cadastre) ou par les adresses des bâtiments (poste), ne recouvre pas exactement ces derniers.

### 4.2 Point de référence des coordonnées du bâtiment

Le point de référence géographique correspond en principe au milieu de la surface au sol du bâtiment. Si celle-ci est d'une forme particulière (angle, fer à cheval, etc.), on s'assurera toutefois que le point de référence fait bien partie de la surface au sol du bâtiment.

Si les coordonnées X/Y proviennent de la mensuration officielle (MO93), la position du numéro du bâtiment dans le plan cadastral numérique tient lieu de point de référence géographique.

Dans certains cas, la position du numéro de bâtiment est remplacée par la position du numéro de l'entrée principale.

Les coordonnées sont définies dans le cadre de référence national.

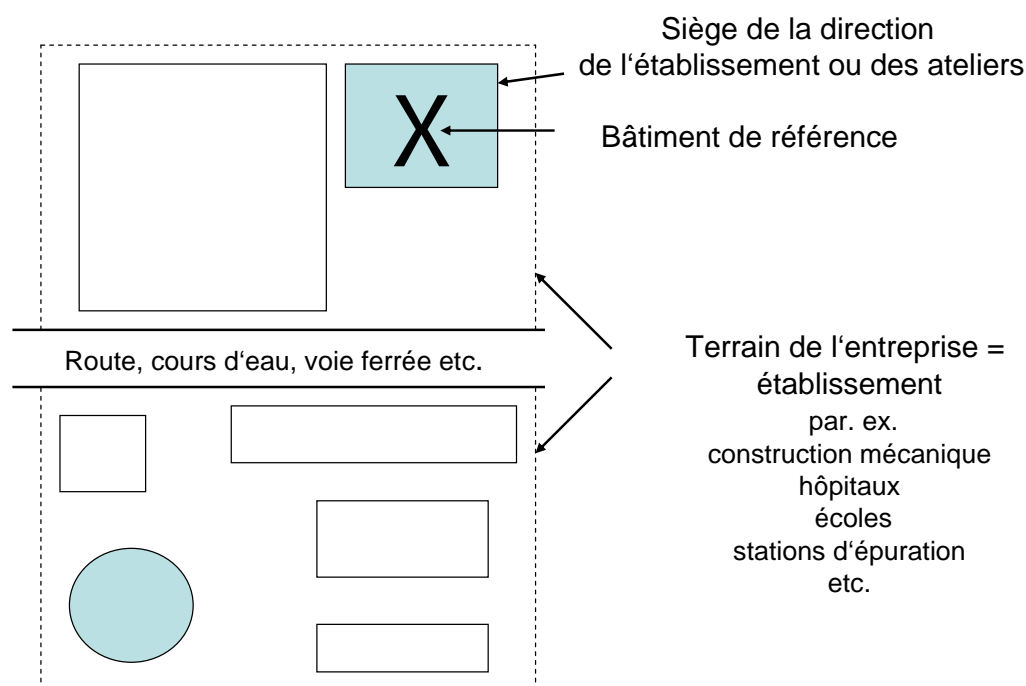
### 4.3 Cas particuliers

*Complexes industriels occupant une surface importante et comprenant plusieurs bâtiments séparés représentant un seul établissement.*

Le centre de la coupe horizontale du bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'établissement.

*Etablissements dont l'activité économique n'est pas liée à un emplacement géographique précis (entreprise de jardinage par ex.).*

Le centre de la coupe horizontale du bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'établissement. En l'absence d'un tel centre, le point de référence géographique est placé au domicile du propriétaire de l'établissement (ex. représentant en assurance, etc.)



#### 4.4 Hectares collectifs

Les établissements qui, pour différentes raisons, n'ont pas pu être localisés et, donc géocodés, sont attribués à un « hectare collectif » correspondant au centre (principal) de la localité où ils se situent d'après le Registre des entreprises et des établissements.

### 5 Restrictions quant à la remise des données

Pour des raisons de protection des données, certaines restrictions ont été définies quant à la remise des données et à la représentation cartographique à l'échelle hectométrique. Ainsi, les valeurs absolues 1 à 3 ne doivent en aucun cas apparaître dans les exploitations standard ; elles sont regroupées dans une classe à laquelle on attribue la valeur «3». Pour des cas fondés, des données non classées peuvent être transmises à des tiers à des fins statistiques, de recherche et de planification, après conclusion d'un contrat de protection des données.